

L'ÉCO

de la semaine

14 au 20 Septembre 2024

SOMMAIRE

Métier - Une pénurie de statisticiens	2
Source d'énergie : Recyclage des déchets d'Andralanitra en perspective	2
Industrie et commerce : Le patriotisme économique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire	3
PPN : Flambée des prix du riz.....	3
Confédération du Tourisme de Madagascar : soutenir le développement du tourisme durable.....	4
FIA - Un écrin pour l'agriculture et l'industrie.....	4
Haute Matsiatra : Extension de l'approvisionnement en électricité en gestation	5
Énergie propre : Engagement du PNUD pour soutenir les projets de la PGE	5
Transformation des déchets : une délégation de GPWM dans nos murs	6
Ressources minières - L'État facilite l'exportation de l'or	6
Emploi - l'OIT prend en charge des jeunes	7
Usine sucrière de Namakia - Le ministre Ralambofiringa fait l'état des lieux.....	7
Emirates : Recrutement de personnel de cabine et service client à Madagascar.....	8
Pisciculture : Une révolution économique en marche dans les zones rurales	8
Commerce équitable : Madagascar exporte 45 tonnes par an de sucre bio.....	9
Energie - Le projet Volobe au programme d'Africa 50.....	10
Industries et commerce - Des partenariats à renforcer avec le Japon et la Turquie	10
Chine-Madagascar - Coopération renforcée dans le secteur textile	11
Salon de la créativité Voatra : Telma partenaire de la 11 ^e édition.....	12
Vie d'entreprise : le Groupe filatex récompense ses collaborateurs	12
Salon Top Resa - Les atouts touristiques à Paris.....	13
Compétences - Cent mille femmes à coacher gratuitement en entrepreneuriat	13
Développement rural : Succès des programmes financés par l'Union européenne dans le Nord	14
Artisanat : renforcer la visibilité internationale	14
Normes SPS : projet de jumelage avec l'Italie et la France	15
Centrale Hydroélectrique - Le closing financier de Volobe « reporté »	15
Industrie - La raffinerie d'or à construire à Ivato	16
Diana - Inde - Un partenariat prometteur pour le tourisme.....	16
Transport aérien : Un accord interline entre Air France et Madagascar Airlines	17
Trafic aérien : 750 000 passagers accueilli durant les huit premiers mois de 2024	17

Métier - Une pénurie de statisticiens

MIANGALY RALITERA | 14 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

« Madagascar manque de statisticiens ». C'est Tovonahary Andriamaneho Rabetsitonta, président directeur général de l'École supérieure de Management (Esum), un statisticien de formation, sortant d'une grande école de Paris, qui a donné l'alerte hier, lors de la sortie de promotion des étudiants de cette école, à l'hôtel Yandi By Pass.



Plusieurs sources affirment la pénurie de ces techniciens à Madagascar. Même l'Institut national de statistiques (Instat), reconnu pour ses compétences nationales en matière de statistique, n'en disposerait pas assez. « Ils sont rares, même au sein de l'Instat », affirme une source auprès de cet établissement.

Le manque, voire l'inexistence d'universités qui proposent des formations en statistique à Madagascar, en serait la principale raison. « Il y a le département de Mathématiques, informatique et statistiques appliquées à l'université d'Antananarivo, et le département de Mathématiques,

informatique et sciences sociales à l'université de Fianarantsoa. Cependant, il n'y a pas de formation spécialisée en statistiques chez nous. Les jeunes qui souhaitent faire des études là-dessus doivent aller en Afrique ou en Europe », note le Dr Christian Ralaivao, responsable du parcours Génie logiciel et base de données à l'École nationale d'informatique (ENI) Fianarantsoa.

Inversée

À Madagascar, c'est Tovonahary Andriamaneho Rabetsitonta qui a fait le grand saut en ouvrant la première mention Statistiques à Madagascar. Mais ce n'est pas encore gagné. Cette filière n'a pas, pour le moment, sa cote de popularité auprès des jeunes.

« Seuls trois sur nos trente-trois nouvellement diplômés sont des statisticiens », a indiqué Tovonahary Andriamaneho Rabetsitonta. Les débouchés de ce métier ne seraient pas couverts.

Cette situation doit être inversée. Cette pénurie de techniciens en statistiques a des répercussions sur le développement du pays. « Nos données ne sont pas actualisées. Dire, par exemple, que 80% de la population malgache sont des paysans n'est plus vrai de nos jours. Les statistiques sont pourtant des outils cruciaux pour la prise de décision importante. Des décisions économiques et sociales sont basées sur ces données », enchaîne le Dr Christian Ralaivao. Notre source auprès de l'Instat admet que plusieurs secteurs ne sont pas exploités suite au sous-effectif des statisticiens. Elle donne l'exemple du secteur du tourisme et de celui de la migration. L'exactitude de certains indicateurs des Objectifs de développement durable (ODD) pour Madagascar serait, également, remise en question.

Source d'énergie : Recyclage des déchets d'Andralanitra en perspective

ANTSA R. | 14 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Jusqu'à 22 MW d'électricité pourraient être produits à Andralanitra. Le gouvernement malgache concocte un ambitieux projet visant à transformer les déchets sur ce site en source d'énergie. Selon le MEH (ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures), ce projet, en collaboration avec des partenaires internationaux, s'inscrit dans une stratégie de développement des énergies renouvelables à Madagascar. Jeudi dernier, des délégations des ministères chargés de l'Énergie, de l'Eau et de l'Assainissement, ainsi que de la commune urbaine d'Antananarivo

(CUA) et d'une délégation zimbabwéenne, spécialisée dans la gestion des déchets, se sont rendues sur le site pour évaluer le potentiel de transformation des déchets plastiques en électricité. Selon les techniciens, le projet pourrait produire entre 16 MW et 22 MW d'électricité, avec une capacité d'expansion selon la quantité de déchets disponibles, soit 700 tonnes déversées quotidiennement. Ce projet est également un engagement en faveur de la protection de l'environnement.

Industrie et commerce : Le patriotisme économique pour atteindre l'autosuffisance alimentaire

ANTSAR. | 14 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Les consommateurs devraient prioriser la consommation des produits locaux, afin de favoriser le développement des entreprises locales et atteindre l'autosuffisance alimentaire, selon le ministre de l'Industrialisation et du Commerce.

La transformation locale des produits agricoles et la promotion de la consommation du « Vita Malagasy » sont au cœur de la stratégie du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC), selon le ministre David Ralambofiringa. Lors de l'ouverture de la Foire Internationale de l'Agriculture (FIA), il a souligné l'importance de la collaboration dans ce processus. « *Il est impératif de renforcer et de promouvoir la coopération pour déterminer où implanter les usines qui stimuleront l'industrie dans notre pays* », a-t-il affirmé. En tant que parrain de cet événement, le ministre a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre le deuxième pilier du développement, conformément à la Politique générale de l'État. Il a précisé que le ministère a déjà identifié les zones où se trouvent les matières premières nécessaires. « *Sans matières premières, ni usines ni industrie ne peuvent prospérer, rendant les projets du ministère caducs* », a-t-il ajouté.

Dépendance

Le ministre a également rappelé que l'industrie manufacturière ne contribue actuellement qu'à 15 % du produit intérieur brut. L'objectif est de faire croître cette part en créant de la valeur ajoutée, en ouvrant de nouveaux marchés pour les produits locaux et en générant des milliers d'emplois. Le projet One district one factory (ODOF), lancé en 2019, a déjà permis de soutenir la transformation des produits agricoles à travers la

fourniture d'équipements. À ce jour, 82 petites et moyennes entreprises ont bénéficié de ce projet, générant ainsi plus de 1 000 emplois. « Nous croyons fermement que la transformation locale des produits est cruciale pour soutenir le pouvoir d'achat des producteurs et dynamiser l'économie nationale. Cette approche valorise également la consommation des produits « Vita Malagasy » dans la politique économique », a conclu le ministre.



Les entreprises bénéficiaires du projet ODOF exposent actuellement leurs produits dans le pavillon du ministère à la FIA 2024, mettant en avant l'innovation locale.

PPN : Flambée des prix du riz

NAVALONA R | 14 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Les prix du riz ne cessent d'augmenter depuis ces derniers temps sur le marché.

Pour la variété locale, cette principale denrée alimentaire de la population s'achète actuellement aux alentours de 3 300 Ar le kilo sur le marché de la capitale alors qu'elle s'est acquise à 3 000 Ar le kilo à la fin du mois d'août. Force est de reconnaître que de nombreux consommateurs ne parviennent plus à en acheter en kilo. Ainsi, les commerçants au détail vendent en ce moment le riz à raison de 1 000 Ar le « kapoaka ». Durant la semaine du 02 au 08 septembre 2024, les trois districts dans la région de SAVA, à savoir Sambava, Antalaha et Vohémar connaissent une flambée des prix de ce produit de première nécessité. Parlant de la variété « Makalioka », entre autres, le prix maximum a atteint 4 200 Ar le kilo tandis que le prix du « vary gasy » dépasse les 3 100 Ar le kilo, d'après les informations publiées sur le site du ministère de l'Industrialisation, du Commerce. Le prix du riz import qui sert notamment à réguler le prix du riz sur le marché local,

se vend également à 3 500 Ar le kilo au niveau de ces districts.

Prix le plus bas

Selon les mêmes statistiques publiées par ce département ministériel, le prix maximum du kilo de riz de variété « Makalioka » s'affiche à 3 675 Ar dans le district d'Andapa contre 3 500 Ar le kilo de toutes les variétés locales dans le district de Fénérive Est ainsi que dans les districts d'Ihoso et de Fianarantsoa. Dans tous les cas, le prix de cette denrée alimentaire dépasse les 3 000 Ar le kilo dans plusieurs régions de l'île. En revanche, on enregistre le prix le plus bas dans les districts d'Iakora et d'Ivohibe dans la région d'Ihorombe. Le prix du kilo du « vary gasy » s'y acquiert respectivement à 2 450 Ar et 2 310 Ar le kilo, a-t-on appris.

Confédération du Tourisme de Madagascar : soutenir le développement du tourisme durable

ARH. | 14 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La Confédération du Tourisme de Madagascar (CTM) a organisé hier au Forello Expo Tanjombato, en marge de la Foire internationale de l'agriculture (FIA), une table ronde sur le thème « Les axes-clés pour développer le tourisme durable à Madagascar ». Il est temps de changer les défis en opportunités en faveur de ce secteur en pleine mutation.

Le directeur exécutif de la CTM, Lova Ratovomalala, a rappelé la mission principale de son organisation : « fédérer les professionnels du tourisme, défendre leurs intérêts et promouvoir une vision commune du développement touristique à Madagascar ». Composé de 100 membres représentant près de 700 entreprises formelles, la CTM s'affirme comme « la voix officielle du secteur privé touristique dans le pays, agissant en porte-parole auprès de l'Etat et des partenaires techniques et financiers ». Durant la table ronde, le tourisme durable a été au cœur des discussions. Selon Lova Ratovomalala, ce concept repose sur trois piliers essentiels : « l'humain, l'environnement et l'économie ». « Pour que Madagascar puisse réellement se positionner comme une destination durable, il est impératif d'améliorer d'abord les infrastructures de base, telles que le transport aérien et la réhabilitation des routes », a-t-il soutenu. La sécurité des visiteurs est également un enjeu de taille.

Madagascar, une destination phare

Au-delà de ces aspects, le développement du tourisme durable nécessite une collaboration étroite entre l'Etat et le secteur privé. « Il faut des politiques courageuses, des réformes structurelles et une synergie efficace entre toutes

les parties prenantes », a souligné le directeur exécutif de la CTM. Il a surtout insisté sur la sensibilisation et la formation qui pour les opérateurs touristiques, sont des éléments clés du tourisme durable.

Et toutes ces initiatives de développement du secteur devraient aller de pair avec l'adoption du nouveau code du tourisme pour lequel le secteur privé s'est battu pendant près d'une décennie pour qu'il soit en adéquation avec les exigences de durabilité. Cependant, ce code attend encore son opérationnalisation, un processus retardé à plusieurs reprises. Malgré cela, la récente prise de fonction de la ministre du Tourisme, Viviane Dewa, semble redonner espoir aux acteurs du secteur, qui voient en elle « une alliée déterminée à faire avancer ce dossier ».

Bien que Madagascar dispose d'un potentiel touristique considérable, à l'instar du Costa Rica qui attire 2,5 millions de touristes par an malgré sa taille réduite, il reste encore beaucoup à faire. Le chemin vers un tourisme durable nécessite des décisions courageuses et une coopération renforcée entre toutes les parties prenantes.

Comme l'a souligné Lova Ratovomalala, « avec la volonté et les moyens, Madagascar peut aspirer à devenir une destination phare du tourisme durable dans la région ».

FIA - Un écrin pour l'agriculture et l'industrie

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 16 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le rideau tombe sur la sixième édition de la Foire internationale de l'agriculture (FIA) qui s'est tenue, pendant quatre jours, à Tanjombato.

Le secteur agricole reste debout et dynamique. Un constat qui marque les esprits à la fin de la Foire Internationale de l'agriculture, sixième édition.



Elle s'est tenue du jeudi au dimanche au parc des expositions Forello Tanjombato. Ces deux dernières années,

l'agriculture et le secteur agricole ont repris progressivement du poil de la bête après des années minées par la crise sanitaire. C'est ce qu'ont d'ailleurs tenu à démontrer tous les participants à cette foire. Un écrin de succès pour le secteur agricole.

En plus des expositions sur les centaines de stands disposés sur les 12 000 mètres carrés d'espace au Forello, diverses animations ont été proposées. Un régal pour les yeux et l'esprit, et l'opportunité pour les exposants de nouer de nouveaux partenariats. Public-privé ou dans le secteur privé. Maintenant, le relais passe aussi aux jeunes. Ce qui frappe, c'est l'engouement de la jeunesse à soutenir le secteur, notamment avec la création d'entreprises et de startups qui font de la question agricole un business, pourvoyeur d'emplois et de revenus. Mais il y a aussi le côté industriel de la chose.

Perspectives

Un accent particulier a été mis cette année sur la transformation de l'agriculture. Les moyens matériels et les investissements ne manquent pas. C'est d'ailleurs ce qu'avait souligné le président du Syndicat des industries de Madagascar lors d'un panel de discussions dans le cadre de la FIA 2024. « L'industrie à Madagascar n'a rien à envier à ce qui se passe ailleurs, en termes d'équipements et d'investissements », a-t-il souligné. En effet, des entreprises opèrent déjà avec des matériels à la pointe de la technologie. Cela peut s'avérer salvateur pour le secteur, toujours en quête d'innovation, année après année. Les discussions qui se sont déroulées lors de la FIA sont, elles-mêmes, des moyens de parler et d'aborder les perspectives d'évolution pour le secteur agricole. Comme l'évoque le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, ce département collabore étroitement avec le secteur privé.

Quoi qu'il en soit, cet événement annuel qui se déroule au parc des expositions à Tanjombato a démontré une fois de plus le potentiel et les perspectives pour les produits du terroir et l'industrie, ainsi que les professionnels qui transforment ces matières premières en produits finis. Durant les quatre journées de foire, les professionnels ont fait montre de leur savoir-faire. Côté infrastructures et matériels, les démonstrations qui ont été faites lors des « side-events » de la foire ont parlé d'elles-mêmes. Le zoom sur les métiers a, par exemple, fait découvrir plusieurs déclinaisons de ce que l'on peut qualifier de « transformation ». Cela peut aller de la fabrication de savon au traitement du riz, avec des machines modernes, à la pointe de la technologie. Un enjeu auquel ont d'ailleurs tenté de répondre les fournisseurs d'intrants et de matériels lors de la foire, voulant toujours accompagner les agriculteurs dans un ratio qualité-prix équilibré. Ils ont été plus de trois cents exposants à avoir participé à l'édition 2024 de la FIA.

Haute Matsiatra : Extension de l'approvisionnement en électricité en gestation

ANTSA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Doubler le pourcentage de la population ayant accès à l'électricité d'ici 2030. C'est l'un des objectifs prioritaires du secteur de l'énergie, dans le cadre de la Politique générale de l'État (PGE) et du velirano n°2 « Énergie pour tous », mis en avant par le Gouvernement. Vendredi dernier, une réunion de travail s'est tenue dans la région de la Haute Matsiatra pour discuter de l'extension de l'approvisionnement en électricité dans les districts de Lalangina et Ambohimahaso. Lors de cette rencontre, les membres des Commissions d'évaluation administrative (CEA) et de règlement des litiges (CRL), qui interviendront sur le terrain, ont été présentés.

Avancées réalisées

Selon les explications, le projet d'extension sera piloté par le programme LEAD (Least-Cost Electricity Access

Development), en étroite collaboration avec les autorités locales, tant auprès des Collectivités territoriales décentralisées (CTD) que des Services techniques déconcentrés (STD). Des visites de terrain ont déjà permis d'établir les plans de piquetage des zones concernées par l'extension du réseau électrique. Les entreprises chargées de l'exécution des travaux ont été désignées, et les populations affectées par le projet (PAP) ont été identifiées. Le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures était représenté par le directeur interrégional de l'Énergie et des Hydrocarbures (DIEH) à Fianarantsoa, Joany Lucien Randriamanantena, lors de la rencontre de travail. D'après ses dires, trois régions sont directement impliquées dans ce projet : Haute Matsiatra, Amoron'i Mania, et Vatovavy.

Énergie propre : Engagement du PNUD pour soutenir les projets de la PGE

ANTSA R. | 16 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Une réunion stratégique s'est tenue à Ampandrianomby entre le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), Jean-Baptiste Olivier, et une délégation du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), dirigée par son représentant résident, Edward Christow, jeudi dernier. Au cœur des discussions figuraient les projets collaboratifs visant à renforcer le secteur de l'énergie à Madagascar. Le PNUD a réaffirmé son engagement à soutenir le pays dans plusieurs axes de

développement, notamment en matière de gestion énergétique et de promotion de l'utilisation d'énergies propres pour les politiques de cuisson. Ces initiatives s'inscrivent dans les priorités de la Politique générale de l'État (PGE), qui vise à encourager un développement durable. Cette rencontre fait également partie du processus d'élaboration du Document de programme pays (CPD) 2024-2028, un cadre stratégique destiné à orienter les actions du PNUD pour les prochaines années.

Transformation des déchets : une délégation de GPWM dans nos murs

TN. | 16 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Faisant suite à la visite du président Andry Rajoelina sur le site de transformation des déchets de Geo Pomona à Harare (Zimbabwe), en marge du 44e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Sadc, la ministre des Affaires étrangères (MAE), Rasata Rafaravavitaika, a reçu samedi la visite d'une délégation du site à Anosy. Une visite qui « marque le début d'une collaboration ambitieuse visant à améliorer la gestion des déchets », a indiqué le MAE dans son communiqué hier. Cela,

« A travers l'intégration de technologies innovantes pour la valorisation énergétique des déchets ».

Ce partenariat entre les deux pays concrétise ainsi la volonté de Madagascar à accélérer sa transition vers le développement économique et environnemental, axée sur la production d'énergie renouvelable, la création d'emplois verts et la réduction des émissions de gaz à effet de serre », a conclu la MAE.

Ressources minières - L'État facilite l'exportation de l'or

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 17 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les exportateurs d'or agréés ne devraient plus rencontrer de difficultés pour exporter le métal jaune. Des mesures pour faciliter les transactions ont été instaurées, confirme le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala.

Assainie. Les difficultés rencontrées par les exportateurs d'or agréés sont écartées. C'est ce qu'a affirmé Olivier Herindrainy Rakotomalala, ministre des Mines, hier dans son bureau à Ampandrianomby, lors d'une rencontre avec la presse. Une nouvelle annoncée dans un contexte où le secteur minier et la filière aurifère amorcent leur transformation. Plusieurs mesures ont en effet été prises pour faciliter les exportations d'or. « Nous avons déjà essayé de débloquer la filière or depuis un an. Il y a eu des difficultés, notamment au niveau du droit d'accise de 6 %, ce qui n'a pas permis aux opérateurs d'être compétitifs sur le marché international », concède le ministre des Mines. Toutefois, il affirme avoir rappelé les opérateurs il y a quelques semaines pour leur expliquer la situation. Celle-ci se présente bien, si l'on en croit le membre du gouvernement. « Nous y avons déjà remédié, notamment au niveau de la loi de finances rectificative. Je les ai déjà appelés pour leur parler de la situation et les inciter maintenant à exporter le maximum possible », confirme Olivier Herindrainy Rakotomalala.

Centralisée

La quantité exportée depuis ces deux dernières semaines reste inconnue.

« Il n'y a encore que quelques exportateurs qui ont exporté de l'or la semaine passée », explique le membre du gouvernement. Les dernières données disponibles, au mois de mai, ont juste fait état de 3,5 kilos d'or qui ont été exportés formellement. Ces exportations se chiffrent à une valeur de 978 215 960 millions d'ariary. Le taux de rapatriement de devises, quant à lui, est de 99,98 %. Des chiffres rapportés par l'Agence Nationale de la filière Or. Bien qu'assez impressionnantes, ces réalisations sont toutefois en deçà des aspirations exprimées par l'État, qui sont d'exporter cinq cents kilos d'or pour les cent premiers

jours de ce mandat, et six tonnes d'or pour cette année. Hormis les difficultés au niveau juridique, qui ont miné la filière or, ce sont aussi les spéculations sur les marchés aurifères qui se passent sous les radars qui ont mis en difficulté les exportateurs. Des opérateurs miniers ont en effet fait état d'un prix de l'or nettement plus élevé que son cours sur le marché international.



Cela les affecte lourdement alors qu'ils doivent encore s'acquitter de taxes, mais aussi rapatrier les devises. Une procédure qui se fera à l'avance désormais, selon les explications du ministre des Mines.

« Désormais, les rapatriements de devises se feront à l'avance. C'est un système d'avance à 100 %, donc il n'y a plus aucun risque de non-rapatriement de devises. Nous ferons aussi passer les exportations minières par un guichet unique, qui sera mis en place progressivement », confirme Olivier Rakotomalala.

Emploi - l'OIT prend en charge des jeunes

MIANGALY RALITERA | 17 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Organisation internationale du travail (OIT) va travailler avec le ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle pour éliminer le fossé qui existe entre la Formation et le monde du travail. Cet organisme a accueilli, hier, des jeunes stagiaires pour leur permettre d'acquérir plus de compétences et faciliter leur future intégration dans le monde du travail.

« Préparer les jeunes à un monde du travail en mutation et éviter une formation uniquement traditionnelle, c'est la préoccupation de l'OIT », a déclaré Frederick Muia, directeur du Bureau pays de l'OIT pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles. Cette déclaration a été faite lors de sa rencontre avec Marie Marcelline Rasoloarisoa, ministre de l'Enseignement technique et de la Formation

professionnelle, à Ampefiloha, hier, dans le cadre d'une visite de courtoisie.

La coopération entre l'OIT et le ministère de l'Enseignement technique est de longue date. Marcelline Rasoloarisoa rappelle qu'elle a contribué à l'équipement et à la réhabilitation de centres de formation.

« Nous travaillons sur la question emploi. Et nous ne pouvons pas parler d'emploi sans la formation professionnelle », enchaîne-t-elle. L'OIT affirme son soutien à ce département dans la réhabilitation des centres de formation et la réduction de l'inadéquation entre la formation et le monde du travail. Leur but commun est de développer le capital humain à Madagascar.

Usine sucrière de Namakia - Le ministre Ralambofiringa fait l'état des lieux

VERO ANDRIANARISOA | 17 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Conséquences graves et préjudices sur la production de sucre. C'est ce qu'a provoqué la rupture de la digue, à Ambatomahavavy, dans la commune d'Antongomena Bevary, du district de Mitsinjo, depuis 2022. Les victimes les plus touchées sont la société Complant et les riziculteurs à Namakia.

La hausse du prix des engrais et le coût des pièces déta-



chées indispensables aux machines ainsi que les successions de grèves de travailleurs sont également les principaux motifs de la baisse de production au niveau de la société sucrière.

La rupture de la grande infrastructure hydraulique, longue de 250m, constitue une grande menace pour les 650 hectares de rizières et les 1700 hectares de champs de canne à sucre, depuis 2022.

Le nouveau ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Herizo Ralambofiringa, est venu sur place, samedi, accompagné du gouverneur de la région Boeny, Mokhtar Andriantomanga, pour constater de visu la réalité. Il a confirmé la volonté du gouvernement d'aider toutes les industries, en particulier les producteurs de sucre. Il a promis de se pencher particulièrement sur les différents problèmes.

« Des solutions urgentes seront avancées. Le secteur de l'industrie figure parmi les priorités de l'État et surtout la filière sucre. Des réunions avec tous les concernés ont été organisées. Des solutions pérennes seront prises, mais des points restent à renforcer. Les conditions sociales et humaines ainsi que les conditions de travail des agriculteurs devront être révisées pour prévenir les fréquents mouvements sociaux et autres grèves », met en exergue le ministre.

La production de sucre a nettement chuté depuis que le barrage a cédé, il y a deux ans, à la suite des cyclones successifs et des intempéries qui ont frappé le district de Mitsinjo, ainsi qu'au manque d'entretien. Des travaux de réparation d'urgence du barrage d'eau doivent être entrepris pour éviter que la situation ne s'aggrave.

Depuis 2022, la production de sucre au niveau de l'usine de Namakia a baissé de six mille tonnes par an. Vingt mille tonnes de canne à sucre seront récoltées cette année, et on attend une production de vingt-trois mille tonnes de sucre.

L'objectif pour les responsables de la société est d'augmenter la prochaine production de sucre à trente mille tonnes. « Les mille sept cents hectares de rizières risquent d'être détruites si la digue n'est pas réhabilitée très rapidement », confirme le maire, Samuel George.

Emirates : Recrutement de personnel de cabine et service client à Madagascar

R.EDMOND. | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Une opportunité d'emploi pour les jeunes talents malgaches. Emirates annonce le recrutement de personnel de cabine et de service client à Madagascar.

Une aubaine pour les passionnés du secteur aérien qui auront peut-être l'occasion d'être intégrés parmi les équipes d'hôtesse et de stewards de la plus grande compagnie aérienne internationale qui opère depuis peu sur la destination Madagascar.

Les séances de recrutement se dérouleront le lundi 23 septembre prochain et les postulants peuvent s'enregistrer en ligne sur deux sites. A savoir <http://www.emiratesgroupcareers.com/cabincrew> pour ceux qui aspirent à devenir membres du personnel de cabine et <https://www.emiratesgroupcareers.com/search-and-apply/375305> pour les candidats aux postes de service client. « La compagnie aérienne recherche des personnes passionnées par l'excellence, les expériences personnalisées et une hospitalité sans faille, tout en créant des moments mémorables pour ses clients », indique Emirates dans un communiqué. Ces catégories de postes sont internationales puisque les recrues vivront à Dubaï parmi les 200 nationalités qui composent le personnel de la compagnie. Le personnel de cabine suit une formation intensive de sept semaines et demie pour atteindre les normes les plus élevées en matière d'hospitalité, de sécurité et de service. Un poste de luxe quand on sait que le personnel de cabine d'Emirates bénéficie de rémunérations de vol, d'un logement meublé, du transport vers et depuis le travail, des séjours à l'hôtel et des indemnités d'escale ainsi que d'autres avantages.

Formation approfondie

En ce qui concerne le service commercial, les personnes recrutées feront partie d'une équipe diversifiée de professionnels. Elles bénéficieront d'une formation approfondie sur les systèmes et les compétences en matière de service client. Les candidats peuvent s'attendre à faire partie de différentes équipes d'Emirates Airport Services, dnata, marhaba services et Contact Center.



Les deux postes offrent un salaire compétitif, non imposable, une participation aux bénéfices, des tarifs réduits sur les voyages et le fret. Il en est de même pour les congés annuels, les billets de congés annuels, l'assurance médicale et les billets d'avion à prix très réduits pour les amis et la famille garantissant aux employés la possibilité de voyager avec leurs proches, créant des souvenirs durables.

Pisciculture : Une révolution économique en marche dans les zones rurales

ANTSAR | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La pisciculture gagne du terrain dans les différentes régions de Madagascar. Selon les paysans qui opèrent dans cette filière, il s'agit d'une activité productive qui rapporte beaucoup et qui offre de bonnes perspectives, par rapport aux autres activités agricoles.

La pisciculture prend de l'ampleur dans la Commune d'Ampasipotry Gare, district de Moramanga, région d'Alaotra Mangoro, où elle se transforme en une véritable passion pour le député Lova Rajaobelina. Depuis l'année dernière, le député a aménagé des bassins piscicoles qui ont attiré l'attention du ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante. Actuellement, son site compte huit bassins, et il envisage déjà de les étendre davantage. Lova Rajaobelina a pris soin de suivre toutes les recommandations techniques du ministre pour optimiser cette activité, qui est devenue une source importante de satisfaction personnelle et professionnelle.

Tendance

Mais cette dynamique ne se limite pas à Ampasipotry Gare. Dans le fokontany d'Andranomena, commune rurale d'Ambohidava, district d'Ambatondrazaka, la pisciculture est également en pleine expansion grâce à des formations spécialisées et des équipements fournis par le ministère et ses partenaires. Le projet DURRELL joue un rôle important en soutenant les initiatives locales en aquaculture. La semaine dernière, une association a bénéficié d'une deuxième session de formation pour améliorer ses compétences et a reçu une pompe à eau pour renforcer ses activités. Cette organisation, qui compte 36 membres, prévoit des suivis réguliers pour assurer le succès des initiatives locales. Au nord du pays, dans le fokontany d'Andamoty, commune d'Ambodimandresy, district d'Antsohihy, région de Sofia, la pêche au crabe et le traitement des produits de la mer sont au centre des préoccupations.

Du 11 au 13 septembre dernier, une formation sur ces sujets a réuni 105 participants, dont 75 femmes, intéressées par cette activité. Le service régional de la Pêche et de l'Économie Bleue de Sofia a dirigé cette session, soutenue financièrement par l'ONG Planète d'Urgence.

Cette formation a également conduit à la création d'un bureau de l'Association des pêcheurs locaux. Le ministère prévoit d'étendre ces initiatives à d'autres zones côtières, continuant ainsi à renforcer l'économie bleue à Madagascar.

Commerce équitable : Madagascar exporte 45 tonnes par an de sucre bio

NAVALONA R | 17 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La coopérative PAACO (Produits Agricoles et Artisanaux de la Côte Orientale) se spécialise dans la production de sucre biologique et bien d'autres épices comme la cannelle et le girofle, sans oublier la transformation de litchi.

Elle regroupe actuellement plus d'une centaine de producteurs provenant des communes de Fanandrana, Ambohitandroho,



Ambinaninony, Antsapanana et Brickaville dans les régions Atsinanana et Analanjirifo. Il s'agit d'une union de coopératives de producteurs ayant intégré le réseau des coopératives du commerce équitable. « Notre objectif consiste à commercialiser des produits agricoles de qualité respectant les principes et les normes du commerce équitable et de l'agriculture biologique. En effet, aucun produit chimique n'est utilisé tout le long du processus de transformation de nos produits agricoles et ce, depuis leur plantation. Chaque année, nous exportons à peu près 45 tonnes de sucre complet de canne bio avec le soutien de divers partenaires dont le Scop Ethiquable », a déclaré le président du réseau des coopératives du commerce équitable Jean Bellarmin Lava. « Nous ne disposons que d'une unité de transformation artisanale à capacité de production limitée. Raison pour laquelle, nous ne parvenons pas à satisfaire la demande sur le marché international. Rien que pour la France, ses besoins en sucre biologique s'élèvent à environ 500 tonnes par an », a-t-il ajouté.

Renouveler la plantation

Il est à noter que le sucre produit par la coopérative est entièrement écoulé sur le marché international. Ce qui a permis de relancer la filière canne à sucre à Madagascar. « Il s'agit notamment d'un sucre non raffiné obtenu à partir de la déshydratation naturelle du jus de canne afin de préserver toutes les qualités nutritionnelles », tient à préciser David Maurice, vice-président de l'union des

coopératives Maneva dans la région Atsinanana faisant partie de la coopérative PAACO. Ce produit tant convoité à l'extérieur a été exposé dans le cadre de la 6e édition de la Foire Internationale de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, qui s'est tenue la semaine dernière au parc des expositions Forello Tanjombato. Force est également de remarquer que les paysans membres de ce réseau bénéficient de nombreux avantages tirés de ce commerce équitable. A titre d'illustration, « le débouché de nos produits est assuré. Il y aura également un partage de bénéfice annuel entre les membres. Chaque producteur parvient ainsi à améliorer son niveau de vie en scolarisant ses enfants et en ayant accès aux services de santé, entre autres. Nous prévoyons également de renouveler nos plantations tous les six ans. En 2021, nous avons cultivé des cannes à sucre sur une superficie de 40 hectares », d'après toujours les explications de Jean Bellarmin Lava, le président du réseau des coopératives du commerce équitable.

A la recherche de partenaires

Par ailleurs, la coopérative PAACO est actuellement à la recherche de partenaires afin de mettre en place d'autres unités de transformation de canne à sucre. « Notre but est d'augmenter la production de sucre complet de canne qui plus est certifié bio pour que l'on puisse satisfaire la demande sur le marché international », a-t-il avancé. Compte tenu des retombées économiques positives tirées par la coopérative PAACO via l'exportation de son sucre complet de canne bio dans le cadre d'un commerce équitable, la relance de cette filière bio s'avère plus juteuse. En plus, les producteurs membres de la coopérative bénéficient des prix incitatifs justes et équitables. Ils diversifient déjà leurs activités en se lançant dans la production de cannelle, de girofle et de purée de litchi qui sont tous certifiés bio. « Une part importante de notre production est expédiée sur le marché international », a indiqué David Maurice, vice-président de l'union des coopératives Maneva dans la région Atsinanana.

Energie - Le projet Volobe au programme d’Africa 50

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 18 SEPTEMBRE | L’EXPRESS DE MADAGASCAR

La signature du financement du barrage hydroélectrique de Volobe par l’Africa 50 est prévue pour l’assemblée générale des actionnaires de la plateforme, ce jeudi, à Ivato. C’est ce qu’ont annoncé hier la ministre de l’Économie et des Finances et le directeur général d’Africa 50.

Les projets d’envergure menés par la Grande Île suscitent l’intérêt des actionnaires de l’Africa 50, notamment en termes d’énergie renouvelable. Hier, au cours d’une conférence de presse au ministère de l’Économie et des Finances, il a été annoncé que la signature du financement du barrage hydroélectrique de Volobe par l’Africa 50 devrait se tenir demain, lors de l’assemblée générale annuelle des actionnaires de cette plateforme, à Ivato.

C’est le rendez-vous des plus grands investisseurs africains, qui verra la participation de trente-cinq actionnaires de cette plateforme, représentant trente-deux pays membres. « Nous sommes prêts à investir à Madagascar et nous sommes également prêts à inciter d’autres investisseurs à faire de même », a déclaré Alain Ebobissé, directeur général d’Africa 50, hier. Le projet de centrale hydroélectrique, qui, selon les estimations, pourrait fournir une puissance supplémentaire de 120 mégawatts, permettra d’ajouter 20 % à la production d’électricité pour la Jirama. L’Africa 50 est déjà porteur du projet, aux côtés du groupe Axian.

Pour le DG d’Africa 50, il est temps maintenant d’accélérer la cadence dans la mise en œuvre des projets énergétiques similaires. « Madagascar a besoin d’énergie, qu’il y ait Volobe ou non. Mais s’il n’y a pas ce projet, le pays risque d’utiliser une énergie beaucoup plus chère. Raison pour laquelle nous devons accélérer maintenant la mise en œuvre du projet. Nous sommes convaincus que le projet Volobe réduira les coûts de l’électricité à Madagascar. C’est un élément important de bancabilité », s’exprime Alain Ebobissé. Cet élément est impératif pour les projets soutenus par l’Africa 50. Le DG de l’Africa 50 assure d’ailleurs que « c’est un projet qui peut capitaliser les investissements de plusieurs bailleurs et partenaires financiers sur le long terme, notamment les institutions financières internationales ».

Fort impact

La somme de ce financement n’a pas encore été dévoilée ; le technicien évoque juste le fait que le projet a besoin de plusieurs millions de dollars pour démarrer. « Nous sommes prêts à finaliser le développement du projet et à

investir un montant encore plus important pour la construction », ajoute le DG d’Africa 50.



Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l’Économie et des Finances, a également assuré qu’à l’occasion de la réunion de jeudi, au Centre de Conférences Internationales d’Ivato, il sera également signé en marge de l’assemblée « l’autorisation pour Africa 50 de chercher les investisseurs qui pourraient être intéressés par le projet », a-t-elle souligné lors de sa rencontre avec la presse.

Lors de la présentation des grandes lignes de l’assemblée générale d’Africa 50, il a été évoqué que l’événement réunira à Antananarivo les trente-cinq actionnaires de la plateforme, dont trente-deux pays africains, y compris Madagascar, la Banque Africaine de Développement, la Banque Centrale des États d’Afrique de l’Ouest (BCEAO) et Bank Al-Maghrib. Un véritable conclave d’investisseurs. L’Africa 50 est un groupe d’investissement et de gestion d’actifs panafricain dont le mandat est de développer et d’investir dans des projets d’infrastructures à fort impact en termes de développement, à travers la mobilisation de fonds publics et privés. En 7 ans d’opérations, le groupe Africa 50 a investi dans vingt-cinq projets à travers vingt-huit pays africains pour une valeur totale de coûts de projets dépassant les 8 milliards de dollars.

Industries et commerce - Des partenariats à renforcer avec le Japon et la Turquie

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 18 SEPTEMBRE | L’EXPRESS DE MADAGASCAR

Convergence. Plusieurs secteurs d’activité intéressent les investisseurs japonais. C’est ce qui a été évoqué hier, à Ambohidahy, lors d’une rencontre entre David Ralambofiringa, ministre de l’Industrialisation et du

Commerce, et Abe Koji, ambassadeur du Japon. Le diplomate a affirmé lors de cette rencontre qu’il y a des secteurs d’activité qui attirent les investisseurs japonais. Parmi eux, le cacao d’Ambanja, un produit d’excellence qui fait la

renommée de la Grande Île. Il pourrait se faire une place sur le marché japonais, à l'instar des huiles essentielles.



David Ralambofiringa a justement mis l'accent sur ce potentiel de l'industrie agroalimentaire. Selon le membre du gouvernement, il pourrait contribuer aux efforts pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. Il est donc crucial d'attirer des investisseurs dans ce domaine. Depuis l'année précédente, Abe Koji a évoqué l'intérêt de son pays pour la filière cacao. Il l'a réitéré, mais le diplomate japonais a aussi affirmé vouloir travailler de pair avec la Grande Île pour convaincre les investisseurs qui travaillent déjà en Afrique de venir à Madagascar.

S'est ensuite tenue une entrevue avec Ishak Ebrar Çubukçu, ambassadeur de Turquie dans la Grande Île. Les deux parties ont partagé leurs points de vue sur les conditions de confiance mutuelle pour assurer le succès de la coopération avec les opérateurs turcs.

Fondamentale

Pour le ministre de l'Industrialisation, une ouverture à la coopération avec des pays comme la Turquie est « fondamentale » pour mettre un coup d'accélérateur au développement du pays. L'ambassadeur turc, quant à lui, a insisté sur la nécessité pour les opérateurs turcs d'être rassurés quant au climat des affaires.

« Nous devons saisir toutes les opportunités dont le pays devrait bénéficier. Contrairement aux Européens et aux Occidentaux, les opérateurs turcs ont peur de prendre des risques. La signature de l'accord commercial de base les reconforte », a confié Ishak Ebrar Çubukçu. Selon le communiqué du ministère, le diplomate turc propose des pistes intéressantes en vue de développer les partenariats entre les deux pays. Sa proposition est de « créer une commission économique mixte chargée de définir les secteurs d'intervention et la forme de l'accord de partenariat », indique le ministre. Selon lui, l'accord de libre-échange est également important. Le commerce et la mise en place des infrastructures sont parmi les spécialités des Turcs.

Chine-Madagascar - Coopération renforcée dans le secteur textile

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 18 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Renforcer la production locale, attirer des investissements directs ou encore développer le secteur du textile : autant de possibilités pour le nouvel horizon qui s'ouvre au secteur, en effervescence depuis l'année dernière. Un partenariat avec la Chine a en effet été signé en marge du forum sur la coopération Chine-Afrique, qui s'est tenu à Pékin au début de ce mois de septembre. Le groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) rapporte cela et qualifie de fructueuses les récentes coopérations qui viennent d'être déverrouillées.

D'après ce groupement professionnel, il s'agit d'un accord signé entre la branche de l'industrie textile du Conseil chinois pour la promotion du commerce international et l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). « Les deux parties s'entendent et coopèrent pour promouvoir le business entre les deux pays. Cette coopération devrait permettre à la Grande Île d'attirer des investissements directs étrangers (IDE), mais aussi de renforcer la production locale », explique le GEFP dans un communiqué.

Selon le document, il y aura des transferts de technologies pour renforcer les capacités de production de la Grande Île, et ce « afin de pouvoir être à la hauteur des autres pays asiatiques ». Une ambition qui témoigne du dynamisme actuel dans le secteur du textile. Les chiffres fournis par le GEFP montrent un commerce vigoureux. La valeur du commerce des textiles et des vêtements entre la Chine et Madagascar en 2023 s'élève à 450 millions

de dollars. Le marché chinois représente aussi un milliard de consommateurs potentiels pour les acteurs du textile malgache, qui tend également à gagner du terrain en Asie, en plus de sa place de choix sur le marché africain. Au mois de mai, des investisseurs chinois étaient dans nos murs pour prospecter le marché. En effet, c'est l'un des segments de l'industrie qui rapporte gros. Depuis quelques années, les opérateurs chinois lorgnent sur le secteur du textile en Afrique. La Grande Île, qui figure parmi les premiers marchés dans ce domaine, reste à développer, bien que son secteur textile ait connu des croissances fulgurantes ces dernières années. Selon la Banque mondiale, la performance du secteur textile dans la Grande Île a augmenté de 35 % en 2022. Au premier trimestre de 2023, ce secteur a connu une croissance de 14 % qui n'a pas fléchi tout au long de l'année. Le ministère de l'Économie table sur une croissance de 4,9 % de ce secteur pour cette année. Acquérir de nouveaux investisseurs, comme les Chinois dans ce domaine prometteur, permettrait de maintenir cette dynamique. Actuellement, ce secteur génère plus de cent soixante-dix mille emplois directs.

Salon de la créativité Voatra : Telma partenaire de la 11^e édition

NAVALONA R | 18 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

« Catalyser l'innovation et la créativité pour accroître la compétitivité ». Tel sera le thème choisi dans le cadre de la 11^e édition du salon de la créativité Voatra qui se tiendra du 02 au 05 octobre 2024 dans l'enceinte du Kianja Barea Mahamasina. Telma sera l'un des principaux partenaires de cette 11^e édition du salon organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo en tant que sponsor de l'événement. Cet événement économique et commercial placé sous le patronage du Premier ministre Christian Ntsay, a pour but de catalyser le dynamisme économique et commercial de la région Analamanga tout en appuyant les micros, petites et moyennes entreprises MPME ainsi que les associations et coopératives mais aussi les clusters. Les produits « Vita Malagasy » y seront également à l'honneur, selon les organisateurs.

Promouvoir le partenariat

Durant les quatre jours de l'événement, des ventes – expositions auront lieu en vue de faire connaître les produits et le savoir-faire des MPME et des associations et coopératives opérant dans divers secteurs d'activité. On peut citer, entre autres, l'agriculture, l'élevage, le bien-être et la cosmétique, la transformation agro-alimentaire, l'industrie, l'artisanat et les services. En outre, des

rencontres B to B et B to C seront organisées afin de développer et promouvoir le partenariat entre les MPME, les coopératives et les clusters, d'une part et les opérateurs du marché et des industriels de la région Analamanga de l'autre. Des partenariats potentiels entre ces différents acteurs et les opérateurs provenant des autres régions, voire des autres pays via des représentants diplomatiques et consulaires, seront en même temps privilégiés.



Par ailleurs, des conférences et des ateliers de formation seront organisés lors de cette 11^e édition du salon de la créativité Voatra.

Vie d'entreprise : le Groupe filatex récompense ses collaborateurs

MPARANY | 18 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Une cérémonie de remise de distinctions honorifiques et de médailles du travail a réuni, hier, Novotel Convention & Spa à Alarobia, les dirigeants et responsables, ainsi que les salariés du Groupe filatex et les membres de leurs familles.

Devant un parterre d'invités de marque dont la Chancelière Donatella Rakotonavahy, en plus des membres du gouvernement, le Directeur général (DG) Hasnaine Yavarhoussen et 79 salariés ont été récompensés pour leur engagement exceptionnel et leurs contributions remarquables au développement de l'entreprise.

Ainsi, le DG a été élevé au grade de commandeur de l'ordre national, tandis que 12 collaborateurs ont été faits chevaliers de l'ordre national, 47 ont reçu des médailles du travail échelon argent et 75 ont obtenu des médailles du travail échelon bronze. A noter que certains collaborateurs se sont vu décerner plus d'une distinction à la fois. En outre, il est rare qu'un dirigeant d'entreprise malgache soit décoré en même temps que ses collaborateurs, car habituellement, ces distinctions sont faites lors de cérémonies séparées. De plus, c'est la première fois dans l'histoire du Groupe qu'une telle cérémonie honorant les collaborateurs est organisée.

« Le succès du groupe repose sur l'engagement et le travail acharné de chacun de nos collaborateurs. C'est un honneur de reconnaître et de célébrer leurs contributions exceptionnelles », a indiqué le DG du Groupe filatex, durant sa prise de parole. Pour sa part, Hanitra Fitiavana Razakaboana, ministre du Travail, de l'emploi et de la fonction publique, a notamment cité durant son allocution, les 50.000 emplois directs et indirects créés par le groupe, contribuant ainsi au développement économique du pays. Notons au passage que dimanche, le consul général d'Espagne a déjà remis au DG du groupe Filatex, l'insigne du mérite civil, au cours d'une cérémonie au Consulat d'Espagne à Ambohidratrimo. Cette autre récompense, qui félicite l'équipe consulaire pour le travail effectué depuis plus de 10 ans, a été remise à Hasnaine Yavarhoussen pour sa qualité de consul honoraire du Royaume d'Espagne à Madagascar.

Salon Top Resa - Les atouts touristiques à Paris

ERIC RANJALAHY | 19 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les actions de promotion de la destination Madagascar se poursuivent.



Le salon international du tourisme (IFTM Top Resa) a eu lieu hier, lundi 17 septembre, à la Porte de Versailles à Paris. Ce salon professionnel est une occasion privilégiée pour mettre en avant la destination Madagascar. Les discussions ont porté sur les stratégies à mettre en place pour attirer davantage de professionnels vers Madagascar, notamment via des éducateurs, ainsi que sur les actions à mener pour renforcer la visibilité de la Grande Île lors des salons internationaux.

La participation annuelle de Madagascar à ce salon confirme non seulement sa position solide sur le marché européen, mais vise également à renforcer les liens avec d'autres destinations. Ce salon, réunissant les principaux acteurs de l'industrie touristique mondiale, offre une plateforme idéale pour établir de nouvelles collaborations. Dans cet esprit, Viviane Dewa a rencontré la délégation de l'île de Mayotte afin d'explorer des synergies en vue de promouvoir conjointement le tourisme dans l'océan Indien.

Enthousiasme

Vingt-et-un professionnels du tourisme, de l'hôtellerie et du transport aérien, présents au salon, accompagnés par l'Office national du tourisme, démontrent leur enthousiasme et mettent en avant leur expertise pour accroître la visibilité de la destination.

En 2023, le salon a rassemblé pendant trois jours plus de trente mille visiteurs : acheteurs français et internationaux, agents de voyages, professionnels de la distribution, de la production, journalistes et médias, influenceurs, étudiants, officiels français et internationaux venus à la rencontre des deux cents destinations et mille sept cents marques exposantes (offices de tourisme, compagnies aériennes, groupes hôteliers, tour-opérateurs, entreprises technologiques, startups, etc.). Un rendez-vous presque incontournable.

Compétences - Cent mille femmes à coacher gratuitement en entrepreneuriat

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 19 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Challenge. Cent mille femmes bénéficieront d'un coaching gratuit en entrepreneuriat, avec un soutien spécifique dans la planification de leur business model. C'est l'objectif du programme « Hope », initié par le cabinet Henka Suru, un cabinet spécialisé dans le coaching et la consultance. Ces femmes proviennent de différentes régions de l'île et bénéficieront de ces « accompagnements » sur les cinq prochaines années. Elles pourront aussi être éligibles à des financements pour qu'elles puissent développer leurs activités. Selon Hasina Ranaivo, coach et initiatrice du projet, Hope est parti d'un constat : notamment les besoins en accompagnement et en coaching pour les femmes entrepreneures.

Le programme se décline en plusieurs axes. « Nous allons fournir aux femmes qui viennent de plusieurs régions de l'île des séances de coaching collectif et de développement personnel. Ensuite, nous allons les accompagner

dans l'affinement et l'adaptation de leur business model. Nous leur offrons aussi des possibilités d'être financées ou éligibles à des financements pour qu'elles puissent développer leurs initiatives », confie Hasina Ranaivo. Ces femmes seront accompagnées jusqu'à ce qu'elles deviennent indépendantes par rapport aux activités de leurs entreprises. Le programme bénéficie de soutiens multiples, notamment celui de la Première dame, Mialy Rajoelina, qui, pour la première vague de Hope, financera trois cents femmes à travers toute l'île pour bénéficier de ces coachings. « Elles vont entrer directement dans la communauté Hope », indique-t-on. Il y a aussi les soutiens internationaux, comme celui des femmes leaders en Inde, en Afrique ou encore aux États-Unis.

Développement rural : Succès des programmes financés par l'Union européenne dans le Nord

ANTSAR. | 19 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

Les impacts des actions menées dans le cadre de la coopération entre Madagascar et l'Union européenne dans les régions Sava, Diana et Analanjirofo ont apporté des changements sur la vie des bénéficiaires, d'après leurs témoignages.

492 millions d'euros du Fonds européen de développement (FED). C'est le fonds mobilisé par l'Union européenne (UE) pour financer divers projets dans le cadre du Programme indicatif national (PIN) de Madagascar. Le développement rural, un des domaines d'intervention clés de l'UE, a permis de transformer la vie de milliers de personnes vulnérables dans les régions rurales, entre autres, dans le Nord du pays. En effet, la coopération entre l'UE et le Gouvernement malgache a permis de mettre en place des programmes tels que RINDRA et AFAFI (Nord, Centre, Sud) pour renforcer l'agriculture, améliorer la sécurité alimentaire et soutenir la résilience des communautés face aux crises économiques et climatiques. Selon Vao Noella Tafanimboladosy, régisseur d'AFAFI Nord basé à Ambilobe, ce programme couvre les régions SAVA, Diana et Analanjirofo et a eu des retombées directes sur la vie quotidienne des populations, depuis sa mise en œuvre en 2019.

Réalisations. Grâce à des initiatives comme la réhabilitation de périmètres irrigués et l'installation de nouveaux systèmes de gestion des eaux, la production agricole a augmenté, permettant aux agriculteurs de bénéficier d'un meilleur accès à l'eau. Andiva Voavy, un agriculteur dans la commune de Mantaly, témoigne de cette amélioration : « AFAFI Nord a construit une prise d'eau et a amélioré le canal Stella qui irrigue désormais près de 300 hectares de rizières. Cela a radicalement changé nos conditions de vie et a mis fin aux litiges sur l'acheminement du cours d'eau ». En plus de soutenir l'agriculture, AFAFI Nord a mis en place 18 points d'eau, rien qu'à Ambilobe. Des Centres de Nutrition Communautaire (CNC) ont également été créés pour répondre aux besoins des enfants.

Hominia Alahady, une bénéficiaire, explique : « Aujourd'hui, nos enfants n'ont plus besoin de parcourir des kilomètres pour être soignés. Ils reçoivent des soins et des vaccins régulièrement au centre, car des représentants du CSB-II Antsimbolo viennent souvent ici pour ces services. »



Le programme soutient également les organisations paysannes dans les filières rizicole, piscicole et de la banane. Jean Rolin Tombozara, un planteur de bananes, partage son expérience : « Grâce à AFAFI Nord, nous avons reçu des formations et des équipements. Notre niveau de vie s'est nettement amélioré. » Bref, les actions menées avec l'UE vont au-delà des infrastructures. Elles visent à améliorer les conditions de vie des populations rurales, en renforçant leur résilience et en leur offrant des opportunités économiques durables.

Artisanat : renforcer la visibilité internationale

ARH. | 19 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Viviane Dewa, a récemment visité le Centre national de l'artisanat malgache (Cenam) à Andavamamba afin de soutenir et encourager la participation des artisans locaux, à des salons internationaux. Il s'agit pour le ministère de promouvoir les produits artisanaux malgaches sur la scène mondiale, notamment en Afrique, à Dubaï et en Inde.

A cette occasion, la ministre a échangé avec les membres du Conseil d'administration et de la direction générale du Cenam. Elle a notamment appelé chaque acteur du secteur à « unir leurs efforts pour renforcer la visibilité des produits artisanaux et ouvrir de nouveaux marchés ».

Viviane Dewa a reconnu l'impact du tourisme sur l'artisanat, comme un « moteur essentiel pour le développement

économique du pays ». Elle a exhorté les acteurs du secteur à « travailler ensemble pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement en matière de promotion du tourisme et de l'artisanat ».

Une stratégie est en cours d'élaboration pour permettre aux artisans malgaches de participer à divers événements internationaux, une initiative qui promet de dynamiser leur secteur et d'augmenter leur rayonnement à l'échelle mondiale.

Normes SPS : projet de jumelage avec l'Italie et la France

ARH. | 19 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Madagascar a récemment intégré le projet de jumelage des normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) avec l'Italie et la France, dans le cadre du programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de l'océan Indien (Sanoi), sous la tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Minae) et financé par l'Union européenne. « L'objectif est d'harmoniser les normes SPS entre les trois pays, pour améliorer la qualité des produits agricoles et agroalimentaires malgaches », indique le Minae. Les efforts se concentrent sur cinq axes principaux, dont le but est de lever les barrières à l'exportation et de faciliter les échanges entre les administrations partenaires.

Le secteur agricole malgache, clé pour la sécurité alimentaire et l'économie du pays, est parmi les bénéficiaires, afin d'atteindre deux objectifs majeurs : l'autosuffisance alimentaire et l'augmentation des exportations de produits phares comme la vanille et le girofle. En outre, le gouvernement met un accent particulier sur l'autosuffisance en riz, visant à en faire un produit d'exportation. Et selon le Minae, « grâce à ce projet, Madagascar ambitionne de renforcer sa compétitivité sur les marchés internationaux, tout en améliorant la qualité de ses produits ».

Centrale Hydroélectrique - Le closing financier de Volobe « reporté »

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 20 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le closing financier du projet Volobe sera reporté en 2025. C'est une des annonces effectuées par la ministre de l'Économie et des Finances hier, lors de l'Assemblée générale des actionnaires d'Africa 50.



D'autres investisseurs s'intéresseraient au projet de construction du barrage hydroélectrique de Volobe. Raison pour laquelle le bouclage financier sera reporté. C'est l'explication qui a été avancée par Rindra Hasimbelo Rabarininarison, ministre de l'Économie et des Finances, en annonçant que le closing financier du projet Volobe sera reporté en 2025.

« Actuellement dans la phase de closing financier, c'est-à-dire que nous rassemblons tous les investisseurs intéressés à investir de l'argent dans le programme. Normalement, cette phase devait être bouclée pour ce mois de septembre, alors qu'il y a d'autres investisseurs qui veulent intégrer le projet. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de reporter le bouclage financier pour l'année 2025. Une convention sera d'ailleurs signée dans ce sens », a expliqué Rindra Hasimbelo Rabarininarison hier, lors d'un point de presse avec les journalistes au Centre de conférences internationales d'Ivato.

Le calendrier pour l'avancement du projet suit néanmoins son cours. Fin juillet, la Compagnie générale d'hydroélectricité de Volobe (CGHV) avait indiqué être

« en cours de préparation de l'obtention des différentes autorisations relatives aux travaux. Elle est aussi dans la phase d'élaboration des travaux et du bouclage financier ». C'est celle-ci qui concerne le financement entier du projet avec les banques d'investissement prêteuses et aussi les autres investisseurs. Les contrats de concession signés en 2023 constituent une forme de garantie pour ces banques. Au mois d'août, la CGHV avait amorcé son installation physique sur le site de Volobe, avec la pose de la première pierre du bureau de représentation du projet Volobe Amont à Ambodilazana.

Déferlante de soutien

La CGHV, promotrice du projet, vient de recevoir une déferlante de soutien hier. Le premier est un « don » de deux millions de dollars. Les lettres portant sur le partenariat ont été signées hier. C'est l'agence américaine de financement pour le développement international US-DFC qui a signé ce partenariat, annonçant un financement de deux millions de dollars pour soutenir la construction de la centrale hydroélectrique de Volobe. « Nous sommes déterminés à contribuer au développement de Madagascar, et ce projet représente une avancée dans ce sens. Nous espérons que ce don aide au développement de ce projet d'hydroénergie, en finançant l'étude de faisabilité », a annoncé hier Christopher Walker, vice-président adjoint pour la politique de développement de la DFC.

Un second document a également été signé. Cette fois-ci, c'est l'Union européenne qui s'est engagée à soutenir le développement du projet. L'Assemblée générale des actionnaires de l'Africa 50 a aussi été l'occasion pour Madagascar d'ouvrir la voie vers de nouvelles perspectives d'investissements, notamment dans les projets qui ont trait à l'énergie renouvelable.

Industrie - La raffinerie d'or à construire à Ivato

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 20 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La future raffinerie d'or sera construite à Ivato. C'est ce qu'a annoncé le conseil des ministres de mercredi. Lors de sa réunion hebdomadaire, l'exécutif a évoqué le transfert de la propriété d'un terrain appartenant aux Forces armées à Ivato vers la présidence. « Le conseil des ministres approuve le transfert d'une partie des terrains appartenant au ministère des Forces armées mesurant 40A-00CA, portant le nom « Ivato » TN°1521H à Andraondrikely, dans la commune rurale d'Ivato [...] vers la Présidence de la République », peut-on lire dans le compte rendu de la réunion de l'exécutif. Il s'agit d'un projet présidentiel. Cet établissement industriel respectera les normes internationales. C'est la centrale de l'or de Madagascar qui sera chargée de mettre en place cette raffinerie nationale

et elle en assurera également l'établissement avec des partenaires internationaux de renom, disposant « d'une expertise reconnue dans le domaine ».

Ainsi, le métal jaune destiné à l'exportation devra passer par cette raffinerie pour être affiné. L'objectif de cette manœuvre est d'augmenter la valeur ajoutée de l'or exporté par Madagascar et de mettre en valeur les chaînes d'approvisionnement, tout en tenant compte des exigences du London Bullion Market Association. « Ce projet permettra d'équilibrer la balance commerciale et de renforcer l'entrée de devises », assurait alors le chef de l'État, lors de la célébration du cinquantième anniversaire de la Banque centrale, à Antaninarenina au mois de mai.

Diana - Inde - Un partenariat prometteur pour le tourisme

RAHERINIAINA | 20 SEPTEMBRE | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Suite à sa récente visite à Antsiranana, l'ambassadeur de l'Inde à Madagascar, Bandaru Wilsonbabu, a passé deux jours à la préfecture de Nosy Be. La coopération est au beau fixe comme en témoigne son séjour.

L'Inde ne veut pas perdre le Nord. En tant que l'un des pays les plus prospères dans le secteur du tourisme, la visite de l'ambassadeur est donc un avantage pour la ville de Nosy Be, car elle permettra d'examiner l'échange d'expériences entre les deux parties en matière de tourisme et de commerce.

En dépit d'un agenda surchargé, il a consacré du temps à rencontrer les autorités locales et régionales. L'objectif était d'établir les bases d'une coopération entre l'Inde et la région Diana, axée sur le tourisme et le commerce, tout comme l'amélioration du captage d'eau à Nosy Be.

Le premier rendez-vous a débuté par un déplacement à Djabala, situé à dix kilomètres de la ville, où la délégation indo-malgache a planté ensemble des arbres afin de préserver l'environnement. Il s'agissait également de la tradition effectuée chaque 17 septembre dans toutes les ambassades de la République indienne, conformément à la politique de leur gouvernement.

Certes, reboiser signifie protéger l'environnement pour sa durabilité, mais les jeunes plants mis en terre dans cette île symbolisent à nouveau la présence de l'Inde dans la région. Selon l'ambassadeur, l'Inde et Madagascar sont des pays en développement, et ils doivent faire de gros efforts pour planter des arbres afin de prévenir le changement climatique.

Pour ce faire, l'ambassadeur a invité le gouverneur de Diana, Taciano Rakotomanga, et d'autres responsables régionaux à venir ensemble sur les lieux.

Atout

Ensuite, la deuxième rencontre s'est tenue à l'immeuble Aro, pendant laquelle les deux parties ont discuté des moyens pour renforcer davantage la coopération entre la République Indienne et la région Diana, plus

particulièrement dans les secteurs du tourisme et du commerce. Étant donné que l'Inde est l'un des pays les plus prospères en matière de tourisme, la visite de l'ambassadeur représente un atout pour la préfecture de Nosy Be, car elle facilitera l'échange d'expériences entre les deux parties dans ces domaines.

Lors d'une entrevue, les deux dirigeants sont tous convaincus que le moment est maintenant favorable pour entamer un protocole d'accord afin d'atteindre les objectifs dans la politique générale de Madagascar. Le lancement des activités touristiques est en perspective, car Nosy Be, véritable joyau de Madagascar, est une destination prisée pour son évasion et sa beauté naturelle. Outre les potentialités touristiques, des sujets comme l'agriculture, l'éducation et la sécurité maritime ont été abordés par le gouverneur.



Cette occasion a également permis au diplomate indien d'évoquer brièvement le potentiel touristique entre l'Inde et Madagascar. Il a affirmé que l'Inde, avec sa riche histoire et sa culture, est toujours une destination préférée

des touristes internationaux et elle souhaite explorer des destinations exotiques à l'étranger.

« Je suis convaincu qu'avec ses plages immaculées et sa flore ainsi que sa faune exotiques, Nosy Be et la région Diana seront en mesure d'attirer davantage de touristes indiens dans les prochains jours », a-t-il avancé, tout en indiquant que l'ambassade de l'Inde va travailler en étroite

collaboration avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat et les autorités de la région de Diana pour améliorer les flux touristiques mutuels entre les deux pays.

Pour terminer son séjour à l'île aux parfums, l'ambassadeur Bandaru Wilsonbabu a organisé une séance spéciale de yoga sur la plage de Nosy Be Hôtel, en invitant les autorités malgaches à y participer.

Transport aérien : Un accord interline entre Air France et Madagascar Airlines

R.EDMOND. | 20 SEPTEMBRE | MIDI-MADAGASIKARA

La connectivité aérienne s'améliore. En marge du Salon IFM Top résa, Air France et Madagascar Airlines ont signé aujourd'hui un accord de coopération commerciale.



Les deux compagnies mettront en place un accord de commercialisation interline, permettant de combiner sur un seul billet des vols assurés par les deux compagnies : Air France entre Paris-Charles de Gaulle et Antananarivo-Ivato, et Madagascar Airlines entre Antananarivo et les

principales destinations domestiques de la compagnie malgache comme Nosy Be, Fort Dauphin, Majunga, ou Tamatave. Grâce à une coordination des programmes de vols, les clients en correspondance pourront enregistrer leurs bagages jusqu'à la destination finale, et n'auront ainsi pas besoin de les réenregistrer à Antananarivo. Afin de leur offrir des correspondances plus rapides et plus fluides, les deux compagnies vont coordonner les horaires de leurs vols à Antananarivo-Ivato. Les vols long-courriers d'Air France seront ainsi synchronisés avec les vols domestiques de Madagascar Airlines, réduisant la durée totale du voyage. En parallèle de ce développement, Madagascar Airlines et Air France étudient la mise en place d'un accord permettant à Madagascar Airlines d'apposer son code sur les vols Air France reliant Antananarivo et Paris-Charles de Gaulle. Cet accord élargirait les options pour les passagers de Madagascar Airlines, avec des opportunités de correspondances vers des destinations au-delà du hub d'Air France à Paris-Charles de Gaulle.

Trafic aérien : 750 000 passagers accueilli durant les huit premiers mois de 2024

TIANA RAMANOELINA | 20 SEPTEMBRE | LES NOUVELLES

Gestionnaire de deux aéroports internationaux, Antananarivo et Nosy Be, Ravinala Airports fait le point sur l'état du trafic aérien des huit premiers mois de cette année et sur les autres chantiers en cours, en lien avec le développement du tourisme à Madagascar. Entretien avec Zoelisoa Rajohnson, Directrice Commerciale et Marketing de Ravinala Airports.

Quelle est la situation du trafic durant ces huit premiers mois de cette année, comparé à la même période de l'année dernière ?

Les 8 premiers mois de l'année 2024 sont synonymes d'une vraie reprise du trafic aérien pour les aéroports que Ravinala Airports gère.

En effet, au 31 août 2024, nous avons accueilli plus de 750.000 passagers tous confondus (domestique, régional et international). Par rapport à 2023 à la même période, il y a une augmentation de +11%. En revanche, il faut noter

que nous sommes encore malheureusement en dessous du niveau d'avant Covid soit -8%.

Toutefois, lorsqu'on regarde par région, l'aéroport de Nosy Be a déjà largement retrouvé son niveau de 2019 en le dépassant de +6%. Cela s'explique par l'excellente performance des vols charters, également celle des vols directs internationaux et les différentes actions de promotion de cette destination dans les salons dédiés.

L'aéroport d'Antananarivo reste encore en deçà de notre ambition en termes de performance. Pour expliquer ce résultat pour l'aéroport, plusieurs facteurs entrent en jeu, à savoir l'arrivée décalée d'avions domestiques supplémentaires pour pouvoir desservir les régions au départ de la Capitale pendant la haute saison (avril à août), ce qui entraîne mathématiquement un recul du réseau international et la réduction de la capacité et des fréquences de quelques compagnies aériennes, compte tenu d'un contexte intrinsèque.

Nous sommes toutefois optimistes pour les 4 derniers mois de l'année afin de rattraper au maximum ce retard, notamment avec l'arrivée d'Emirates à Antananarivo, sur le projet d'un nouveau vol charter en décembre sur Nosy Be et surtout avec l'annonce par Tsaradia de l'arrivée d'un module ATR d'ici fin septembre.

Le secteur du tourisme suggère plus d'avions et de rotations. Les infrastructures en place sont-elles suffisantes pour ce faire ?

Ravinala Airports est engagé avec toutes les parties prenantes dans l'objectif du gouvernement malagasy d'atteindre les 1.000.000 de touristes d'ici 2028. Ce projet est plus qu'ambitieux car en 2019, année de référence, Madagascar a accueilli près de 350.000 touristes sur les 1.300.000 passagers transitant dans les aéroports malagasy, soit une proportion d'environ 27%. Cela signifie donc que pour pouvoir atteindre le million d'ici 2028, nous devons tout simplement tripler le trafic actuel.

Bien évidemment, cela nécessite que le pays s'y prépare sur plusieurs volets, avec plus d'avions et de fréquences, mais surtout de s'assurer que toutes les infrastructures hôtelières, routières et aéroportuaires peuvent absorber cela.

Nous pouvons rassurer le secteur du tourisme que le terminal International d'Antananarivo a la capacité d'accueillir jusqu'à 1.800.000 passagers par an, la marge de manœuvre est donc encore large pour les 10 prochaines années. Toutefois, conscient de notre rôle pour satisfaire toutes les parties prenantes, Ravinala Airports entreprend depuis cette année des améliorations côté piste/tarmac se trouvant près de l'ancien terminal international. Nous entamons également des travaux à compter de ce dernier trimestre sur l'ancien terminal international historique avec une transformation progressive de celui-ci en futur terminal domestique. Cela permettra de doubler la capacité du nombre de passagers domestiques que celui actuel et pourra répondre aux ambitions croissantes de Tsaradia avec leurs nouveaux avions, sur les 5 prochaines années. Pour les infrastructures sur Nosy Be, des projets sont à l'étude et nous prévoyons de les débiter dès le 1er semestre 2025, en commençant par l'extension du tarmac pour pouvoir accueillir beaucoup plus d'avions en simultané. A ce jour, au vu du petit tarmac de Nosy Be, nous ne sommes capables d'accueillir qu'un gros porteur et quelques avions privés en même temps. Ce qui limite drastiquement les opérations au sol. Notre extension permettra à l'horizon début 2026, d'accueillir un gros porteur et deux porteurs moyens en simultané. Pour l'infrastructure côté ville, des réflexions sont en cours avec des solutions à court terme pour améliorer le confort des passagers.

Quelles sont les actions menées par l'aéroport pour faire venir des touristes ?

Avec l'arrivée d'Emirates que nous avons prospecté depuis plus de 5 ans en appui avec les autorités malagasy, une première grande étape est franchie : celle d'être connecté à un hub de plus de 140 destinations ; nous estimons le potentiel à plus de 50.000 passagers à l'année avec leurs 4 fréquences hebdomadaires, en passant par les Seychelles. L'étape suivante sera d'encourager cette

compagnie à ajouter des fréquences pour arriver, nous l'espérons, à un journalier et également de proposer des vols directs, sans stop, de Dubaï à Antananarivo. Des discussions sont également en cours pour relier Dubaï et Nosy Be. Nous espérons également que cette nouvelle compagnie aérienne aura un effet boule de neige avec la venue d'autres et nous travaillons avec les autorités malagasy pour accroître encore plus la connectivité d'Antananarivo avec des projets vers de nouveaux marchés tels que la Chine, L'Inde et la zone Est de l'Afrique (Rwanda, Tanzanie).

Pour Nosy Be, nous espérons pouvoir accueillir plus de vols charters en identifiant des programmes spéciaux et une approche plus directe avec tout le secteur tourisme. L'un des points d'attention sera la capacité hôtelière sur l'île, qui doit se développer dans les 10 prochaines années, afin d'accompagner ses ambitions de tripler le nombre de touristes.

Enfin, le trafic aérien à Nosy Be est saisonnier avec un "creux" entre janvier et mars. En effectuant des benchmarks régionaux de destinations similaires, nous nous rendons compte que les destinations telles que l'île Maurice, les Seychelles et Zanzibar restent, elles, ouvertes toute l'année. Ainsi, un programme spécifique sur cette basse saison est en cours sur plusieurs volets marketing avec l'invitation de 11 influenceurs internationaux sur l'île aux parfums, des communications spécifiques sur nos marchés cibles et des promotions spéciales avec des packages.



Quels sont les autres chantiers en cours ?

En plus de notre ambition de tripler le volume de passagers, le transport de marchandises est également à explorer. Ravinala Airports souhaite développer le fret aérien à Antananarivo avec la construction d'une nouvelle gare de fret. Aujourd'hui, nous enregistrons seulement 17.000 tonnes de marchandises (pour donner une comparaison, la Réunion enregistre 30.000 tonnes par an) avec une ambition d'atteindre près de 50.000 tonnes en 2045. Madagascar a un fort potentiel au vu de son positionnement dans l'Océan Indien mais également par le fait que nous disposons d'un sol fertile avec des ressources comme la vanille, le girofle, les légumes...

Des projets immobiliers de diversification en ville, tels qu'un hôtel accompagné d'un centre de convention, une station-service et des zones commerciales sont à l'étude depuis deux ans. Cela s'inscrit dans le développement

des aéroports dans une logique de “ville dans la ville” qui permettra de répondre à la fois aux besoins des passagers, de la communauté malagasy environnante et de développer une offre hôtelière de proximité.

Pour finir, sur les volets RSE et Qualité sur lesquels nous sommes très investis, les principaux projets sur les deux prochaines années résident notamment dans le fait que l’aéroport international d’Antananarivo a été primé meilleur aéroport africain de moins de 2.000.000 de passagers en 2023 en remportant le prix ASQ (Airport Services Quality). C’est un prix annuel développé par l’ACI, sur la qualité des services aéroportuaires qui reconnaît et récompense les meilleurs aéroports du monde selon les enquêtes auprès des passagers. Ce prix représente la plus haute distinction pour les exploitants d’aéroport et est l’occasion de célébrer l’engagement des aéroports

du monde entier à améliorer continuellement l’expérience des passagers. Notre grand chantier est de maintenir ce prix pour les prochaines années à venir.

Sur le volet “Satisfaction des passagers”, nous allons adhérer à la démarche Accréditation Airport Customer Expérience (avec ACI) qui permet d’identifier de nouvelles pratiques qui devraient être développées dans un plan à court et à long terme pour améliorer les pratiques de gestion de l’expérience client

En ce qui concerne “l’environnement”, notre objectif est de réduire nos empreintes carbone, avec l’implication des parties prenantes aéroportuaires dans une démarche qui compensant des émissions carbone ne pouvant pas être réduites à travers le programme international Airport Carbone Accreditation 3 et 3+.